



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 27 novembre 2020

Motion d'actualité CF de novembre 2020 : face aux attaques du gouvernement, reprenons l'offensive

Mercredi 28 octobre, Macron a annoncé un nouveau confinement, qui représente autant de contraintes pour les salarié-es que d'aubaines pour les capitalistes. Les salarié-e-s paient en effet triplement le prix de la crise sanitaire : en étant exposé-e-s face au virus sans protections suffisantes, en étant en première ligne face à la crise sanitaire et en subissant les restrictions, qui touchent essentiellement la sphère privée.

Dans l'éducation, les mesures sanitaires sont très loin de protéger efficacement les personnels, les élèves et les familles comme le montre la croissance exponentielle des cas Covid dans les établissements scolaires en dépit des chiffres tronqués du ministère. Les protocoles successifs n'ont rien changé ou presque, mis à part des dédoublements dans certains lycées obtenus grâce aux mobilisations, et qui nécessitent encore des garanties notamment en ce qui concerne la liberté pédagogique, le temps de travail et les obligations de service. L'enseignement à distance ne compensera jamais les inégalités scolaires impliquées par les fermetures d'écoles ou d'établissements : SUD éducation est pour le maintien des écoles, collèges et lycées ouverts le plus longtemps possible, dans l'intérêt des élèves. Pour cela, il faut se donner les moyens de faire face à long terme à la crise sanitaire : par des dédoublements généralisés, des recrutements massifs et par un plan d'urgence pour l'Éducation. Alors que des milliards sont prévus pour sauvegarder l'économie capitaliste, aucun moyen n'est prévu pour l'éducation.

Suite à l'assassinat de Samuel Paty, le MEN a mis en place un temps d'hommage sans laisser le temps aux équipes de se concerter et de le mettre en oeuvre dans le cadre de leur liberté pédagogique. Des enseignant-e-s et/ou directeurs-trices ont contacté directement la police ou des procureurs afin de signaler les propos ou comportements de certains enfants. SUD éducation

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



dénonce cette criminalisation du comportement des élèves mineur-e-s, qui bien souvent ne mesurent pas la portée des propos, parfois inadmissibles, qu'ils et elles peuvent proférer. La plupart du temps, ces situations peuvent trouver leur solution au plan pédagogique, dans l'établissement ou l'école.

Dans le supérieur, les attaques se multiplient: vote accéléré d'une LPR dénoncée par l'ensemble de la communauté universitaire, dénonciations calomnieuses et réactionnaires contre des universitaires, mesures liberticides et répressives contre toute contestation sur les campus. Alors que Macron a décidé de les maintenir fermés encore pendant des semaines et qu'un investissement massif est nécessaire dès maintenant pour permettre leur réouverture et de bonnes conditions d'études, le gouvernement en profite pour réaliser son vieux rêve d'une université précarisée et libérale, muselée. Il faut prendre la mesure de l'ampleur des attaques, cette séquence liberticide est inquiétante pour le monde universitaire mais plus largement aussi pour l'ensemble de la société. A la suite des mobilisations des 17 et 24 novembre, SUD éducation appelle les personnels à faire front et à construire dès à présent les mobilisations nécessaires.

Pendant ce temps, le gouvernement continue à s'attaquer à nos droits. Dans l'Éducation nationale, le Grenelle organisé par le ministère est très insuffisant sur le plan salarial, avec à ce stade seulement 400 millions mis sur la table, et ce sous formes de primes. Cette pseudo-concertation pourrait être l'occasion pour le ministre de mettre en cause les missions, en alourdissant la charge de travail, en s'attaquant aux congés scolaires et au statut. La généralisation du télétravail se poursuit, hors de tout cadrage réglementaire et sans moyens dédiés. SUD éducation dénonce la mascarade de dialogue social que représente le Grenelle.

Fidèle à son dogme libéral, le gouvernement continue de pressurer les salarié-e-s comme l'illustre le maintien des jours de carence, dans le privé comme dans le public. Ainsi, alors que les plans de licenciements se multiplient, nous devons contribuer à la reconstruction du rapport de force à la fois dans notre secteur et dans l'inter-professionnel. La mobilisation du samedi 5 décembre contre le chômage et la précarité en constituera une première étape. Nous soutiendrons également les luttes des personnels soignant et des travailleurs et travailleuses du social, notamment

lors de la journée de grève nationale du secteur social et médico-social du 3 décembre. La loi de « sécurité globale » actuellement en débat à l'Assemblée représente un tournant supplémentaire et inacceptable vers une impunité quasi totale de la police alors que nous ne cessons de dénoncer les violences policières qui se sont accentuées largement ces dernières années. Des manifestations importantes contre cette loi sont organisées un peu partout.

Il est en effet temps de renverser la vapeur ! La crise sanitaire est appelée à durer : nous ne pourrions pas rester passifs face à la casse de nos droits sociaux. Dans notre secteur, la mobilisation, largement impulsée par SUD éducation et des équipes combattives, du début du mois de novembre, est à ce titre un sursaut très intéressant. Malgré le confinement, malgré la fatigue, malgré l'assassinat de Samuel Paty, malgré la répression, les personnels ont trouvé l'énergie de se mobiliser à la rentrée pour défendre la protection des élèves et la leur. Il s'agit de renforcer la dynamique en faisant, partout, vivre nos revendications, par des Assemblées générales, des droits de retraits, des grèves. Les équipes SUD éducation seront partout aux côtés des personnels en lutte pour défendre leur santé et leurs droits. Ainsi, les AED, qui subissent de plein fouet la surcharge de travail liée à la crise sanitaire, ont décidé de lutter pour améliorer leurs conditions de travail et se mobilisent ce mardi 1er décembre. SUD éducation les appelle à la grève ce jour-là, et sera présent à leurs côtés dans ce combat.

Les militant-e-s de SUD éducation sont en première ligne des mobilisations des personnels. La réponse répressive du ministère est à la hauteur de l'investissement de SUD éducation dans les mobilisations. Suite à la répression anti-syndicale subie par les quatre camarades de Melle, c'est à présent au tour de trois camarades du lycée Mauriac de Bordeaux de faire l'objet de poursuites disciplinaires pour faits de grève. Pour SUD éducation, on ne touche pas aux camarades !

Alors que cette répression, diligentée par Blanquer, s'abat sur les camarades, la presse révèle que Blanquer est prêt à financer grassement une organisation lycéenne créée à sa main pour faire taire toute opposition.

SUD éducation cherchera à faire rendre des comptes au gouvernement, et exige dès à présent la démission du ministre Blanquer.

SUD éducation saisira la Défenseuse des droits sur les questions du respect de l'activité syndicale et de la discrimination syndicale au ministère de l'Éducation nationale.